

La lettre eau

Actualité

- 04. Le Système Relationnel d'Audit de l'Hydromorphologie des Cours d'Eau (SYRAH-CE)
- 06. Retour en force des projets de retenues en Adour-Garonne : cas du barrage de Sivens sur le Tescou (Tarn)

Dossier

Les X^{èmes} programmes

- 07. Programmes des agences de l'eau : au suivant !
- 11. Focus sur le bassin Adour-Garonne
- 12. Focus sur le bassin Rhône-Méditerranée Corse
- 13. Focus sur le bassin Artois-Picardie
- 14. Focus sur le bassin Rhin-Meuse
- 15. Focus sur le bassin Seine Normandie

Point de vue

- 16. Consultation du public 2012-2013 sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques : à vos questionnaires !





Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :
<http://www.fne.asso.fr>

Devenez un "don'acteur" Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90
e.mail : poeeau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➔ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➔ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➔ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Bruno Genty

Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement

Comité de rédaction : Hélène Udo, Anaïs Giraud et Brigitte Ruau

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

Impression : Imprimerie Nouvelle

Route : Dautry

Photo de couverture : La Loire © Alain EYMAR-DAUPHIN

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

Edito

Bernard ROUSSEAU

Ancien Président de France Nature Environnement,
Responsable des politiques Eau



Pour une eau vivante : et une révision déchirante de plus !

Les directives européennes présentent cette particularité : elles sont cycliques et interpellent périodiquement la bonne conscience de ceux qui devaient agir, mais qui se sont contentés de laisser passer le temps.

La Directive cadre sur l'eau est hautement représentative de cette cyclicité. Elle fixe des orientations, mais surtout elle donne des rendez-vous pour 2015, 2021, 2027, dates auxquelles nous devons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Pour l'année 2015, 66% des masses d'eau superficielles devront atteindre le « bon état », nous en serons loin avec, par exemple en Loire Bretagne, un modeste 31%, et encore... si Neptune le veut bien.

Les esprits qui pensent bien feront remarquer que les SDAGE ne sont rentrés en vigueur qu'en 2009, et qu'il faut laisser du temps au temps pour voir des résultats ! Quant aux pessimistes, ils rappelleront que la politique de l'eau n'a pas commencé en 2009, et que 9 programmes des agences de l'eau ont déjà été exécutés : fabuleux trésor de milliards d'euros.

Riches de ces observations, que prévoir pour 2021 et 2027 ? Doit-on redouter les gros yeux de la commission européenne, ou les foudres financières de la Cour Européenne de Justice ? Les deux, comme pour la directive pollution par les nitrates agricoles, une directive cyclique dont l'histoire débute en 1991, alors que les nitrates polluaient déjà fortement les eaux superficielles et souterraines.

Cette directive imposait aux Etats membres de conduire des campagnes de surveillance des nitrates dans les eaux, de désigner les communes où les concentrations étaient supérieures à 50mg/l (1), ce sont les « Zones Vulnérables » (ZV), de mettre en oeuvre des programmes d'actions nitrates (2).

Dès 1992, une campagne de surveillance était lancée, suivie en 1997 par une délimitation des ZV, conduisant au premier programme d'actions. Cette démarche s'est répétée et, après la 5^{ème} campagne de surveillance, le 5^{ème} processus de délimitation des ZV aboutira à la mise en oeuvre des 5^{èmes} programmes d'action nitrates, fin 2013.

Investigation bassin par bassin :

- **Rhin-Meuse** : la situation apparaît stabilisée, elle s'améliore même très légèrement, mais la nappe d'Alsace reste fort contaminée.
- **Rhône-Méditerranée** : la dégradation est forte avec une augmentation de 17% pour 1153 communes classées en ZV en 2007.
- **Adour-Garonne** : augmentation de 15% du nombre de communes classées pour un total de 2000 en 2007, soit 34% de la surface de ce bassin.
- **Artois-Picardie** : une grande partie est classée en ZV, mais classement de l'Authie rejetée en CB sur un score serré (29/26), et déclassement du Boulonnais et de l'Avesnois.
- **Loire Bretagne** : le plus grand bassin, plus de 50% de sa surface était classé en ZV en 2007, soit 4234 communes. En 2012, il faut en ajouter 434, en retrancher 17, d'où un taux de croissance d'environ 10%.
- **Seine-Normandie** : la majeure partie de sa surface est classée en ZV. En 2007, 7429 communes étaient classées, en 2012, 181 les rejoignent, 18 sont proposées au déclassement, d'où un taux de croissance de 2,1%.

Résultat du voyage dans la France agricole, la pollution nitratée progresse, et ceci malgré les promesses des institutions et des organisations agricoles, pour la mise en oeuvre des programmes d'action... ou d'inaction !

Selon les spécialistes du MAAF (3), les trois premiers programmes auraient été sans efficacité, le quatrième étant considéré plus sérieux... sur le papier ! Sauf que le meilleur des programmes, s'il n'est pas appliqué, s'il est combattu, si son application n'est pas contrôlée, ne sert à rien. Et que dire si le programme est mauvais et cumule les tares évoquées ?

Alors que l'élevage intensif, émetteur de nitrates et de marées vertes en Bretagne, acquitte une redevance, à l'inverse, et on ne le rappellera jamais assez, il n'existe pas de redevance pour les nitrates minéraux. Les céréaliers par exemple, grands pourvoyeurs de ZV, n'apportent pas de contribution financière aux agences de l'eau pour ce type de dégradation.

Beaucoup de nitrates dans les eaux et pas d'argent pour lutter contre. Sidérant, comme est sidérante cette injustice majeure de la PAC, autre politique cyclique de l'Europe, qui attribue aux grandes cultures et cultures céréalières des aides quasiment indécentes en regard des difficultés de l'élevage : activité qui paie une redevance, même si celle-ci est modeste !

Pour reprendre la formule préférée d'un homme politique des années 80, il nous reste à crier pour la millième fois : mais c'est un scandale !

(1) Pour désigner les « zones vulnérables » d'autres critères sont retenus comme la contribution à l'eutrophisation marine...
(2) Les « programmes d'action nitrates » ne doivent pas être confondus avec les programmes « d'actions des agences de l'eau » qui financent des opérations diverses dans le domaine de l'eau, dont des actions nitrates. (3) Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Brèves - Brèves - Brèves

4 AUTORISATIONS D'EXPLOITER DES OUVRAGES HYDROÉLECTRIQUES SUR LA VIRE ANNULÉES

Par quatre décisions du 16 octobre 2012, le Tribunal administratif de Caen, sur requête de l'association Manche-Nature, a annulé quatre autorisations délivrées par le Préfet de la Manche pour l'exploitation de microcentrales hydroélectriques utilisant l'eau de la Vire, cours d'eau classé au titre de l'article L432-6 du Code de l'Environnement. Ces microcentrales sont situées sur les communes de Condé-sur-Vire, Tessy-sur-Vire, Fourneaux et la Mancellière-sur-Vire.

L'insuffisance de l'analyse des incidences des projets sur le milieu aquatique a motivé ces annulations. Le juge rappelle à cette occasion aux pétitionnaires que « *la liste des incidences doit s'entendre comme toutes les incidences sur le cours d'eau, y compris les fonds du cours d'eau et donc les sédiments et alluvions* ». Or, les dossiers de demande d'autorisation ne traitaient pas de l'impact de ces ouvrages sur le transport sédimentaire, alors même que les services de l'Etat, ONEMA, Agence de l'Eau et DREAL ont constaté une rupture de la circulation des sédiments liée à ces ouvrages. Le bon transport des sédiments grossiers est essentiel pour la conservation des frayères. L'absence de cette analyse est donc substantielle et justifie les annulations. En outre, le juge a sanctionné l'insuffisance des dossiers quant à l'analyse des incidences sur la circulation des espèces. Si les dossiers évoquaient sommairement la circulation des saumons et des anguilles, aucun élément d'information n'était donné sur les autres espèces telle que la truite fario et avaient justifié le classement du cours d'eau au titre de l'article L432-6 du Code de l'Environnement. Pour finir, le juge constate l'absence dans les dossiers de demande du recueil de consignes de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances et de consignes d'exploitation en période de crue.

A noter que dans le cadre de ces dossiers, le pétitionnaire, qui est la même société pour les quatre ouvrages, invoquait l'existence de droits fondés en titre. Le juge a exclu les observations du pétitionnaire sur ce point constatant qu'il n'apportait pas la preuve de cette existence pour les 4 ouvrages.

Contact : Manche Nature - juridique.manche-nature50@orange.fr

ANNULATION DU BARRAGE DE CHALONNES-SUR-LOIRE

En 2006, le préfet de Maine-et-Loire accorde la régularisation administrative d'un barrage construit sur la Layon à Chalonnes, en assortissant l'autorisation de la création de deux passes à poissons. De par la contrariété avec l'objectif d'interdiction de nouveaux obstacles dans les cours d'eau posé par le SDAGE et l'impossibilité technique pour les passes de laisser circuler les poissons de façon satisfaisante, la Sauvegarde de l'Anjou forme un recours contre l'autorisation.

Ce recours est rejeté en première instance mais accueilli par la Cour administrative d'appel de Nantes en juillet 2012(1). Elle estime que, sur ce cours d'eau classé, la conception du barrage et des passes à poissons ne permet pas « *de garantir la libre circulation de tous les poissons migrateurs, tout au long de l'année* ». En se fondant sur cet objectif de circulation permanente des migrateurs, elle annule donc l'autorisation du barrage. Cette jurisprudence est d'importance dans le contexte de l'entrée en vigueur du nouveau classement des cours d'eau du bassin Loire-Bretagne, qui renforce l'objectif de sauvegarde des continuités écologiques, piscicoles et sédimentaires, sur les cours d'eau.

Contact : FNE Pays de la Loire - b.hogommat@fne-pays-de-la-loire.fr

(1) CAA Nantes, 13 juillet 2012, Sauvegarde de l'Anjou, n°10NT01871

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans notre tableau de la page 16 de la Lettre Eau n°59 :

Moyenne des teneurs en mercure	La Thur à Staffelfelden	L'Il à Oberhergheim
Dissous dans l'eau µg(Hg)/litre	0,07 à 0,105	0 à 0,05
Dans les sédiments (mg(Hg)/kg de matières sèches	9,5	1,7

µg = 10⁻⁶g

Je soutiens le réseau Eau de France Nature Environnement

A renvoyer sous enveloppe affranchie à FNE – Réseau Eau – 3 rue de la Lionne – 45 000 Orléans

☐ **Oui**, je me sens concerné-e par la protection de la nature et de l'environnement et désire continuer à soutenir les actions de France Nature Environnement.

Je fais un don : ☐ 15€ ☐ 20€ ☐ 30€ ☐ 50€ ou €

JE RÈGLE PAR :

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNE.

Pour vous remercier de votre don la Lettre Eau vous sera envoyée gratuitement

Déduction fiscale : 66% de votre don est déductible de vos impôts, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Dès réception de votre don, nous vous enverrons un reçu justificatif. Ainsi, par exemple, un don de 30€ ne vous revient qu'à 10,20€.

Confidentialité : vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôts. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression des données qui vous concernent.

AGRÉÉE PAR



COMITÉ DE LA CHARTE
don en confiance

Date et signature
obligatoires

MES COORDONNÉES :

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

CP : | | | | |

Ville :

.....

Email :



LE SYSTÈME RELATIONNEL D'AUDIT de l'Hydromorphologie des Cours d'Eau (SYRAH-CE)

Par **Hélène UDO**,
Chargée de mission Réseau Eau
France Nature Environnement

Depuis des siècles, l'activité humaine perturbe les équilibres dynamiques naturels des cours d'eau. La Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE) demande l'atteinte du bon état des milieux d'ici 2015. Or, le fonctionnement physique des cours d'eau (l'« hydromorphologie (1) » de la DCE) est garant de la quantité, de la qualité et de la dynamique des habitats aquatiques, supports de la biodiversité.

Le SYstème Relationnel d'Audit de l'Hydromorphologie des Cours d'Eau (SYRAH-CE) s'inscrit dans le cadre de l'état des lieux à réaliser en 2013 demandé par la DCE. Le SYRAH est un outil pour l'évaluation des pressions et des risques d'altérations hydromorphologiques importantes subies par les masses d'eau. Il a l'ambition de fournir des éléments de diagnostic et d'évaluation du fonctionnement physique des cours d'eau nécessaires à la mise en place d'une protection et d'une restauration raisonnée et efficace des milieux. Cet article est une synthèse de documents fournis par l'ONEMA.

HISTORIQUE ET OBJECTIFS

Le premier état des lieux réalisé en 2004 dans le cadre de la DCE a mis en évidence de fortes altérations morphologiques, dues aux pressions humaines, responsables à 50 % du risque de non atteinte du bon état écologique des masses d'eau. Toutefois, les résultats ne permettaient pas d'appréhender de façon homogène le risque de non atteinte du bon état en 2015, puisque chaque bassin avait mis en œuvre sa propre méthode d'analyse. Suite à ce constat, le Ministère en charge de l'Ecologie et les Agences de l'Eau, puis l'ONEMA, ont mandaté l'IRSTEA afin de réaliser un système d'audit hydromorphologique applicable sur l'ensemble du territoire et permettant la mise en évidence des altérations non naturelles, associées *in fine* à une dégradation des habitats aquatiques et rivulaires. En effet, une analyse à la masse d'eau, ce qui est l'objectif, est difficile si l'on s'en tient uniquement à des observations de terrain « classiques », qui ne permettent qu'une appréhension locale de la problématique, sans contextualisation.

LES DONNÉES

Le SYRAH-CE se présente sous la forme d'un ensemble de cartes et de bases de données (c'est-à-dire d'un SIG (2)), qui s'accompagnent de documents explicatifs et de guides d'interprétation des risques d'altération de l'hydromorphologie (3). Dans l'élaboration de l'outil, les données sélectionnées proviennent de bases de données déjà

existantes (exemple : BD Carthage, SEQ-physique, CORINE land Cover, Recensement Général de l'Agriculture, etc.). Si cela est nécessaire, un protocole terrain peut être mis en œuvre, afin de compléter les données.

PRINCIPE DE L'ANALYSE DESCENDANTE

Le fonctionnement des cours d'eau peut être appréhendé à partir des échelles emboîtées depuis le bassin versant jusqu'aux tronçons (4) pour arriver au site. L'audit repose sur une analyse dite « descendante », où trois niveaux d'analyse (Figure 1) se succèdent pour identifier et mettre en lien les facteurs de contrôle à large échelle avec les réponses potentielles des milieux à des échelles plus fines. Voici une description de ces différents niveaux.

La première échelle d'analyse correspond au compartiment « Activités et Occupations des sols ». L'objectif est de n'utiliser que des informations homogènes à l'échelle nationale, et facilement disponibles sur l'ensemble du territoire. Il s'agit d'identifier les « forces motrices » à partir notamment de la base de données d'occupation biophysique des sols européens CORINE Land Cover. Ces activités et occupations vont interagir sur le fonctionnement des cours d'eau à plusieurs échelles spatiales : le bassin versant, le lit majeur et le lit mineur, qui constituent donc des filtres spatiaux. Par exemple, l'agriculture impacte sur le bassin versant et le lit majeur, tandis que le tourisme n'impacte que le lit mineur.

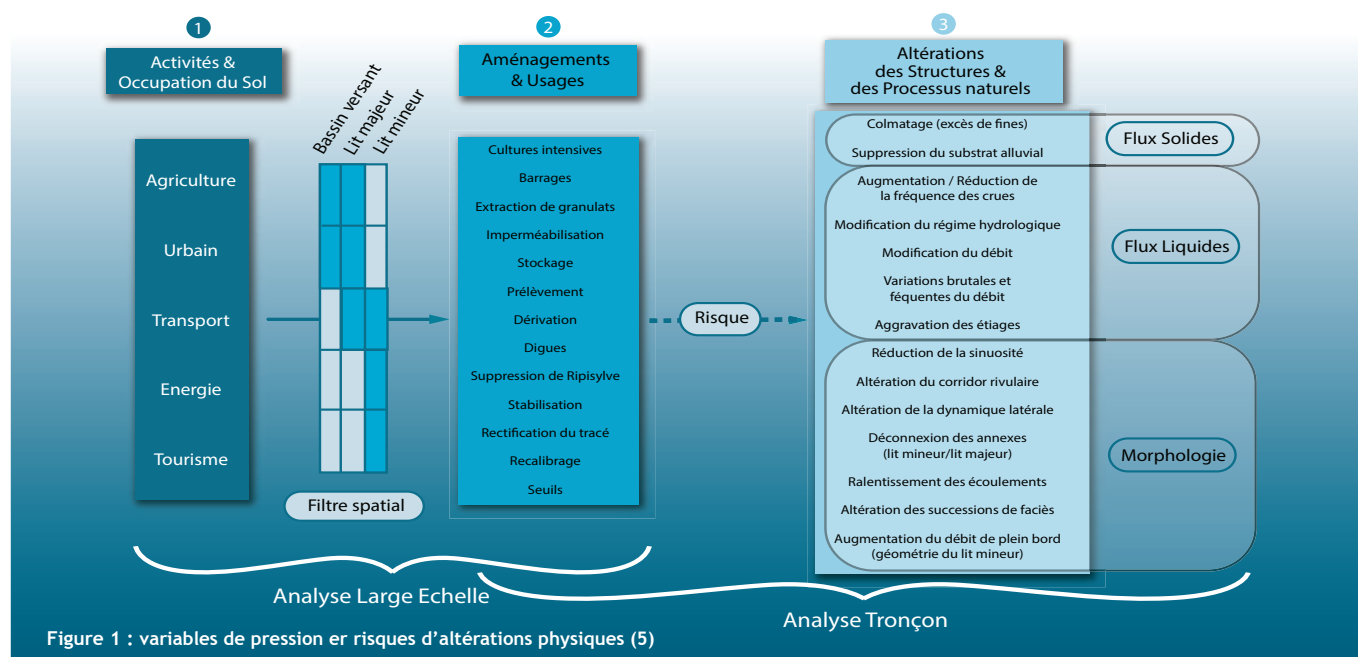


Figure 1 : variables de pression et risques d'altérations physiques (5)

(1) L'hydromorphologie correspond à l'étude de la morphologie des cours d'eau, c'est-à-dire l'étude des caractéristiques physiques naturelles des rivières et de leurs annexes hydrauliques : la largeur du lit, sa profondeur, sa pente, la nature des berges, leur pente, la forme des méandres ... (2) Système d'Information Géographique, permettant de créer, organiser, présenter des données géoréférencées. (3) Documents disponibles sur <https://hydroeco.cemagref.fr>. Atlas à large échelle (2009), Couche des tronçons géomorphologiques (2010), Typologie fonctionnelle des cours d'eau (2010), Guide d'interprétation des indicateurs bruts de pression en fonction de la typologie fonctionnelle des cours d'eau (2011), analyse des risques d'altération à l'échelle du tronçon géomorphologique des risques d'altération (2012). (4) Terme défini par une norme depuis mai 2002 (CEN TC 230/WG2/TG5 : N32). (5) Valette L., Piffady J., Chandesris A., Souchon Y. (2012) SYRAH-CE : Description des données et modélisation du risque d'altération hydromorphologique des cours d'eau pour l'état des lieux DCE, Rapport final. 104p.

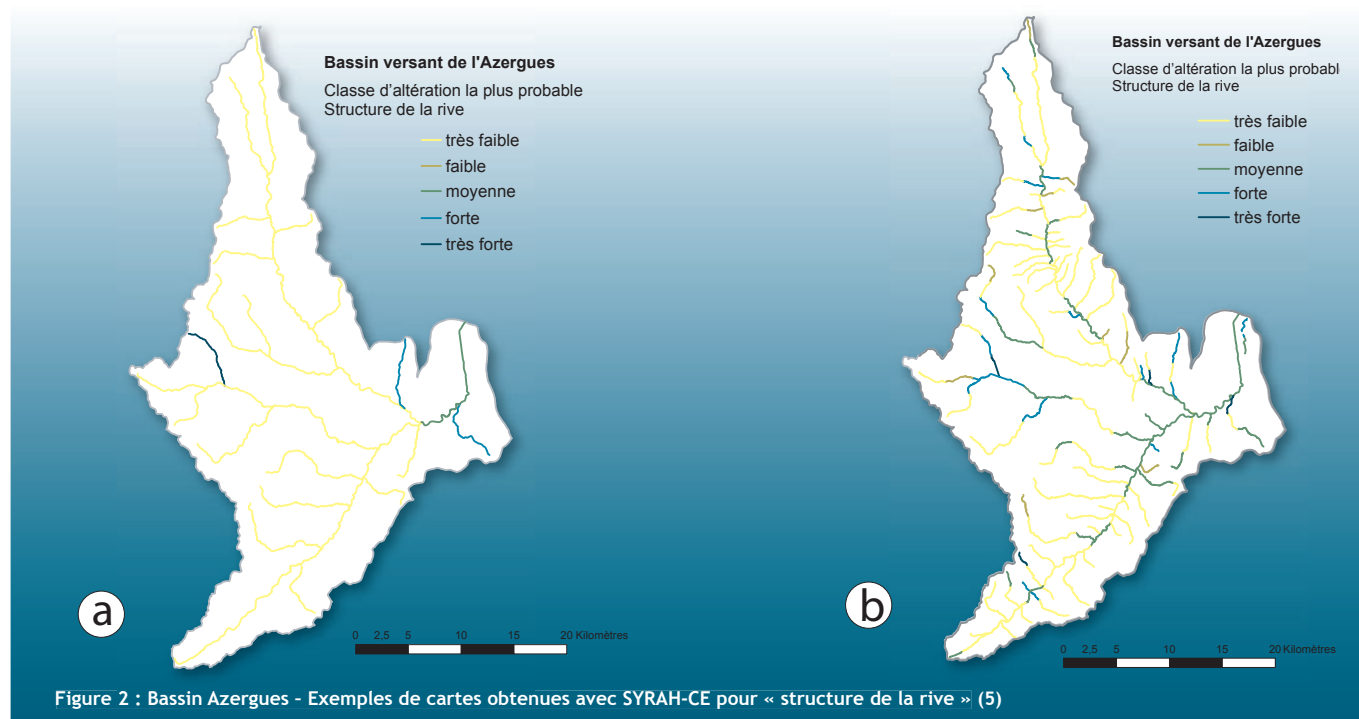


Figure 2 : Bassin Azergues - Exemples de cartes obtenues avec SYRAH-CE pour « structure de la rive » (5)

Le deuxième niveau d'analyse, intitulé « **Aménagements et Usages** », caractérise des objets identifiables et quantifiables, tels que les ouvrages, digues, modifications du lit etc., sur le milieu physique, en induisant un risque d'altération des structures et processus (cf. troisième niveau). Cette vision globale d'un grand territoire est insuffisante pour réaliser un diagnostic local précis. En effet, il convient pour cela de croiser ces éléments avec les caractéristiques liées au type de cours d'eau. Par exemple une même densité de seuils n'a pas des conséquences similaires dans une rivière de montagne à forte puissance que dans une rivière de plaine à faible pente. C'est pourquoi une démarche de sectorisation par tronçon hydromorphologique homogène est nécessaire pour réaliser le troisième niveau d'analyse.

Le troisième niveau d'analyse « **Altérations des structures et des processus naturels** » traduit les aménagements et usages en risque d'altérations des processus (flux liquides et solides) et des structures (morphologie) qui sont fortement liées à la pression anthropique, et clairement à l'origine de perturbations directes ou indirectes des habitats aquatiques et de leurs processus de régénération. La démarche s'est voulue opérationnelle, c'est pourquoi les altérations hydromorphologiques sont au nombre limité de **quatorze** : ce sont uniquement les plus fréquentes et les plus susceptibles d'être à l'origine d'impact sur le fonctionnement écologique qui ont été retenues.

LA SECTORISATION

Afin de pouvoir disposer d'un audit adapté à la problématique étudiée, l'analyse des pressions anthropiques est possible à l'échelle du bassin versant (Atlas à large échelle), tandis que les altérations physiques peuvent se visualiser à l'échelle du tronçon. Celui-ci permet de définir des secteurs présentant des caractéristiques géomorphologiques homogènes. En France métropolitaine, 230 000 km de cours d'eau ont ainsi été répartis en 69 500 tronçons. La discrimination des tronçons a été réalisée à l'aide de **quatre variables** : la largeur du fond de vallée alluvial (lit majeur), la forme du fond de vallée, l'hydrologie et la nature du substrat. La taille minimale des tronçons varie en fonction de leur place dans le réseau hydrographique. Il y a une proportionnalité entre la largeur du cours d'eau et la taille du tronçon. Lorsque la nécessité se fait sentir de travailler à échelle plus réduite, ce sont les USRA (Unités Spatiales de Recueil et d'Analyse) qui sont utilisées. L'analyse à l'échelle de sous-tronçons permet un niveau de précision compatible avec la recherche de cause de dégradation. Ce niveau de finesse est rendu possible par l'existence de bases de données précises comme BDTOP0 IGN (1/5 000).

RÉSULTATS

L'Atlas à large échelle est un ensemble de 15 couches géographiques regroupées en fonction des risques d'altérations physiques identifiées en trois thèmes : les flux solides, les flux liquides et la morphologie.

Les cartes résultantes permettent de disposer d'une vision globale du contexte au sein d'un grand territoire. L'analyse des aménagements et usages se fait dans une perspective de recherche des causes d'altérations, afin de pouvoir incriminer les réelles sources de dysfonctionnement, dans le but de les corriger. En effet elles sont souvent situées bien loin du point d'observation sur le terrain.

Concrètement, le SYRAH-CE fournit à l'opérateur des probabilités d'altérations, en cinq classes, situées entre « très faible » et « très forte », ces niveaux s'accompagnant d'un degré d'incertitude. Ainsi pour le bassin versant de l'Azergues (Rhône), l'analyse est réalisée sur 890km², soit 24 masses d'eau, 119 tronçons et 201 USRA. SYRAH-CE est interrogé à une échelle donnée, et sur une cause précise, par exemple « structure de la rive ». L'opérateur obtient alors des cartes à l'échelle des masses d'eau (Figure 2a) ou des USRA (Figure 2b), qui indiquent des valeurs les plus probables d'altération sur les axes du bassin. A grande échelle, les masses d'eau semblent peu affectées, mais l'information est lissée, et à l'échelle des USRA, il est constaté une dispersion des sous-tronçons concernés par des altérations fortes. L'étude de l'ensemble des quatorze altérations conduit à l'élaboration de cartes bilans, par élément de qualité (hydrologie, continuité, morphologie), ce qui permet une synthèse.

CONCLUSION

Passer d'un ensemble d'observations (pressions et contraintes géolocalisées) à un diagnostic (altération de qualité hydromorphologique) est chose délicate, considérant que les observations sont parfois entachées d'une certaine incertitude. SYRAH-CE constitue un outil performant pour la réalisation de l'état des lieux en 2013. Il s'intéresse aux altérations de processus, et liste les pressions ayant un impact sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques. Il détermine une probabilité de risque de dysfonctionnement en fonction des pressions, par exemple les barrages, les cultures intensives, l'imperméabilisation, etc. Le point fort de SYRAH-CE est la possibilité d'identifier les secteurs indemnes, ceux subissant une pression limitée ainsi que les secteurs endommagés. Cela constitue une grande aide pour la définition des protocoles de suivi, puisque, combinée avec la qualité chimique, cette information permet d'identifier les secteurs en « Très Bon Etat » et donc à protéger en priorité. Toutefois, cet outil rencontre quelques limites, car il s'agit d'une approche indirecte. Il ne permet pas de quantifier véritablement les impacts. L'utilisation de SYRAH-CE s'intègre dans une plus vaste palette d'outils tels que ROE-ICE (Référentiel des obstacles à l'écoulement sur les cours d'eau - Information sur la Continuité Ecologique), CarHyCE (Caractérisation de l'Hydromorphologie des Cours d'Eau), etc.

Le SYRAH-CE est opérationnel depuis début 2012. Son objectif final est d'être un outil d'aide dans les politiques de restauration, notamment par le soutien à la mise en œuvre d'actions ciblées, permettant de corriger les dysfonctionnements dès leur origine.

RETOUR EN FORCE DES PROJETS DE RETENUES EN ADOUR GARONNE Cas du barrage de Sivens sur le Tescou (Tarn)

Par Hervé Hourcade, Christophe Martin et Aurore Carlot,
FNE Midi-Pyrénées

FNE Midi-Pyrénées travaille depuis de nombreuses années sur le volet « gestion quantitative de l'eau » sur le bassin Adour Garonne. Elle a acquis une expertise au travers de combats emblématiques tels que le barrage de Charlas (Haute-Garonne), finalement abandonné. Aujourd'hui elle suit de près les projets de retenues, largement destinées à l'irrigation, qui ont (re)fait surface suite à la contestation par une partie de la profession agricole en 2010 (1) de la LEMA (2) et de la réforme des volumes prélevables. Focus sur le plus avancé des 38 projets actuels en Midi-Pyrénées : le barrage de Sivens sur le Tescou.

AU CŒUR DES DÉBATS : LA DESTRUCTION D'UNE ZONE HUMIDE, LE FINANCEMENT PUBLIC DE L'OUVRAGE ET L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES AGRICOLES.

Ce projet de retenue sur le Tescou, d'un volume de 1,5M m³, sera à usage majoritairement agricole sous couvert de « soutien d'étéage ». Il est financé à 100% par des fonds publics pour un montant allant jusqu'à 9 millions d'euros (travaux, foncier, fonctionnement, suivi des mesures compensatoires). Réglementairement parlant, une part résiduelle d'autofinancement d'au moins 20% doit rester à la charge du maître d'ouvrage. Or pour le projet de Sivens le maître d'ouvrage est ... le Conseil général du Tarn. Le projet prévoit notamment la destruction d'une zone humide de plus de 18 ha, précieuse et rare de par son état de biodiversité (3). Un collectif d'associations et de citoyens (4) s'est rapidement mobilisé contre ce projet. Leurs objectifs : sauvegarder la zone humide et porter le débat sur la nécessaire évolution des pratiques agricoles. Les associations écologistes et citoyens ont eu fort à faire lors de la découverte des 900 pages du dossier soumis à enquête publique ! De l'autre côté, les partisans de ce projet avaient de bons soutiens : les représentants du conseil général du Tarn (à l'initiative du projet) et la CACG (5) (maître d'ouvrage par concession) qui connaissent leur sujet sur le bout des doigts.

Ce projet illustre le recours aux solutions de court terme, au mépris de la gestion équilibrée et durable de l'eau et de l'environnement, pourtant érigée comme objectif prioritaire du Code de l'Environnement (6).

UN DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMPORTANT FAIBLESSES ET INCOHÉRENCES

Dans ses observations à destination de la commission d'enquête (4 octobre 2012), FNE Midi-Pyrénées demande que soit donné un avis défavorable au projet et fait état des lacunes du dossier soumis à enquête publique, notamment :

- Incompatibilité avec plusieurs dispositions du SDAGE Adour-Garonne ;

- Une utilité publique qui ne répond pas aux objectifs de la théorie du bilan : une justification du projet exclusivement basée sur le PGE (7) de 2003, ne tenant pas compte des intérêts environnementaux établis à posteriori ; une absence de propositions alternatives au projet alors qu'elles existent à la fois pour l'aspect irrigation et salubrité ;
- Insuffisances de l'analyse de l'état initial du site et choix des stations échantillonnages discutables ;
- Insuffisances de l'analyse des effets du projet sur l'environnement.
- Insuffisances des mesures compensatoires proposées.

L'ONEMA (8) considère le site comme un « milieu à forts enjeux environnementaux » au regard de la définition du SDAGE 2010-2015 (p.91) et donne un avis défavorable à ce projet, qui entraînera la modification du régime hydrologique naturel du cours d'eau sur plus de 6 km en aval de la retenue. Environ 13 ha de zone humide et 1,6 km de cours d'eau et milieux associés (notamment frayères de la lamproie de planer) seront noyés.

LE BARRAGE DE SIVENS VERRA-T-IL LE JOUR ?

Malgré cela, la commission d'enquête rendait, mi-novembre, un avis favorable au projet sous certaines réserves. De plus, le projet est présenté comme symbolique par les représentants agricoles et l'administration en réunion de comité régional de suivi des projets de retenues !

Mi-octobre, la Ministre de l'écologie envoyait un courrier aux Agences de l'eau pour leur faire part de la nomination d'un parlementaire (9) pour une réflexion de fond territorialisée sur les dispositifs d'accompagnement de la gestion quantitative de l'eau (volumes prélevables). Dans l'attente des conclusions, prévues au printemps 2013, elle leur demande de différer l'engagement de moyens financiers quant à la réalisation de travaux de création de retenues de substitution. Mais il semble que cela sera sans impact sur les projets actuels. En attendant, la pression reste forte dans le Sud-Ouest...



Figure 1 : Carte de localisation du projet de retenue de Sivens sur le Tescou.

(1) Cf. Lettre Eau n°55 et le plan national « d'adaptation de la gestion de l'eau : soutiens à la création de retenues d'eau et à l'adaptation des cultures » (http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_retenues_eau_REPRO_VF3.pdf). (2) Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, 2006. (3) Présence d'au moins 12 espèces protégées comme l'agron de mercure ou le martin pêcheur. (4) Collectif « pour la sauvegarde de la zone humide du Testet » : 5 associations (UPNET, Lisle Environnement, Lisle Rando, SEPR Robastens Environnement, Nature et Progrès Tarn) et des citoyens, <http://www.tescou.1s.fr/>. (5) Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne. (6) Cf. article L. 211-1 du code de l'Environnement. (7) Plan de Gestion des Etiages (voir définition dans le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015). (8) Office de l'Eau et des Milieux Aquatiques. (9) Nomination officialisée le 30 novembre 2012 via un communiqué de presse du Ministère de l'Écologie : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Gestion-quantitative-de-l-eau-en.html>.



La Loire en hiver (février 2012). © Bernard Rousseau

PROGRAMMES DES AGENCES DE L'EAU : AU SUIVANT !

Les X^{èmes} programmes des Agences de l'Eau

Par Bernard ROUSSEAU,

Pilote du Réseau Eau de France Nature Environnement

INTRODUCTION

Les lois sur l'eau se suivent, mais la régression de la biodiversité dans les eaux superficielles n'a jamais été aussi forte, atteignant aujourd'hui un nombre croissant de milieux. L'indicateur « poissons » qui caractérise l'état biologique des rivières n'est pas au mieux de sa forme, d'où ce constat de l'ONEMA : la truite fario est un peu partout en régression. Et il ne s'agit que d'un indicateur, mais le mal est bien plus profond et concerne la qualité général de l'eau dans divers milieux : eaux de surface, eaux de nappes, eaux marines ... et même la qualité de la vapeur d'eau dans l'atmosphère devient suspecte !

Les lois se suivent, et comme il faut bien fixer une origine à nos tourments, nous retiendrons la loi sur l'eau de 1964. Dans la longue litanie des lois, elle est importante, car elle met en place une gestion de l'eau coordonnée par des établissements publics de l'Etat, spécialisés, et qui seront créés à cet effet. Ils seront placés sous la tutelle du ministère en charge de l'environnement : ce sont les Agences de l'eau.

A l'origine, elles seront au nombre de six, chacune va gérer un grand bassin hydrographique, elles auront leur propre budget qui sera abondé par des fonds provenant de redevances prélevées sur les usagers de l'eau pour les dégradations de l'eau qu'ils génèrent. Avec ces moyens financiers, les agences pourront aider les maîtres d'ouvrages à résoudre les problèmes qu'ils génèrent : ce sont les aides versées selon le concept « l'eau paie l'eau ».

La politique de l'eau ne se conduit pas seulement au jour le jour, elle se planifie sur plusieurs années, car si les agences de l'eau apportent des aides aux maîtres d'ouvrages, ces derniers doivent fournir leur propre contribution et, pour certains, dans un tour de table réunissant

Depuis la naissance des agences, ce seront neuf programmes qui auront été exécutés, tous au service d'une politique de l'eau qui se disait ambitieuse. Si l'on veut savoir si tous ces programmes ont permis de résoudre les problèmes posés en 1964, on consultera utilement la multitude de rapports qui ont été publiés sur ce sujet (CCGDD, Cour des Comptes, Conseil d'Etat...). Si l'on veut savoir si ces programmes ont permis d'éviter l'apparition de nuisances non envisagées en 1964 : même réponse que précédemment ! Mais l'histoire continue : demandez le 10^{ème} programme !

plusieurs financeurs. Les actions financées par les agences de l'eau vont se déployer sur plusieurs années : ce sont les programmes d'action.

Ces programmes, un par bassin donc par agence, portent aujourd'hui sur des périodes de 6 années. Avant qu'un programme ne se termine, l'élaboration du programme suivant est lancée. Ce dernier rentrera en application dès la fin du programme précédent, et il pourra être révisé à mi-parcours. A noter que des actions lancées dans les programmes précédents pourront se terminer dans les programmes suivants.

La loi sur l'eau de 1992. Les lois sur l'eau se suivent et, en 1992, une nouvelle loi fait évoluer les règles de gestion de l'eau en instaurant de nouveaux outils de planification : les SDAGE (1) vont agir à l'échelle d'un grand bassin hydrographique, et les SAGE (2) localement. Les programmes successifs vont intégrer ces nouveaux outils, et ceci d'autant plus que la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) a fixé des objectifs aux Etats membres : l'atteinte du bon état des eaux en 2015. Les SDAGE et leurs « programmes de mesures (3) » seront les bras armés de cette exigence, les programmes des agences les financeront en partie.

(1) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (2) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

La loi sur l'eau de 2006 : la LEMA. Les lois sont imparfaites, il convient d'en élaborer de nouvelles, d'où l'accouchement dans la douleur de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) en décembre 2006 (4). Cette loi instaure de nouvelles redevances, mais surtout elle introduit des changements importants : ce sont les députés qui vont fixer l'encadrement des redevances et le montant des programmes pour les six agences. Ces dispositions visent à rendre constitutionnel le système des redevances, tout en conservant la gouvernance ouverte qui caractérise le fonctionnement des Agences depuis plus de quarante ans. Dans ce contexte, le Conseil d'Administration de chaque Agence va, après avis conforme du Comité de Bassin, déterminer un taux de redevance, situé entre le taux plafond et zéro ! Ainsi, les Agences vont pouvoir construire leur politique de bassin, elles ont la possibilité, en fixant un taux à zéro, de tout simplement « supprimer » une redevance : les 9^{èmes} programmes (2007-2012) seront construits selon ces règles (5). L'Assemblée Nationale a adopté un premier amendement (n° 301-C) au projet de loi de finances 2012 en novembre 2011 qui encadrerait les taux fixés par les agences par un taux plafond et un taux plancher, celui étant égal à 20 % du taux plafond. Mais la mobilisation de la FNSEA a conduit l'Assemblée Nationale à adopter un nouvel amendement, et la loi de finances validée en décembre 2011 n'introduit aucune nouvelle contrainte de seuil plancher pour les redevances ! Seule exception pour les départements d'outre-mer : l'article L.213-14-1 du Code de l'Environnement indique une fourchette de taux, par exemple un taux compris entre 0,5 centimes d'euro et 5 centimes d'euro par mètre cube pour les prélèvements d'eau destinée à l'alimentation en eau potable.

Les Comités de bassin. Les lois sur l'eau, les directives européennes, les agences de l'eau, ce panorama ne saurait être complet sans évoquer l'existence et le rôle des comités de bassin. Créés par la loi de 1964, ces instances, qui collent aux agences de l'eau comme les berniques au rocher, sont des organes de gouvernance qui se composent de représentants des collectivités, de l'Etat, des usagers économiques, des associations de protection de l'environnement, et des consommateurs. Ils se réunissent plusieurs fois par an, accompagnent et orientent les politiques suivies par les agences. Dans ces comités de bassin, sont représentés ceux qui vont payer les redevances, et ceux, en fait les

mêmes, qui vont recevoir des financements pour traiter les dégradations dont ils sont responsables.

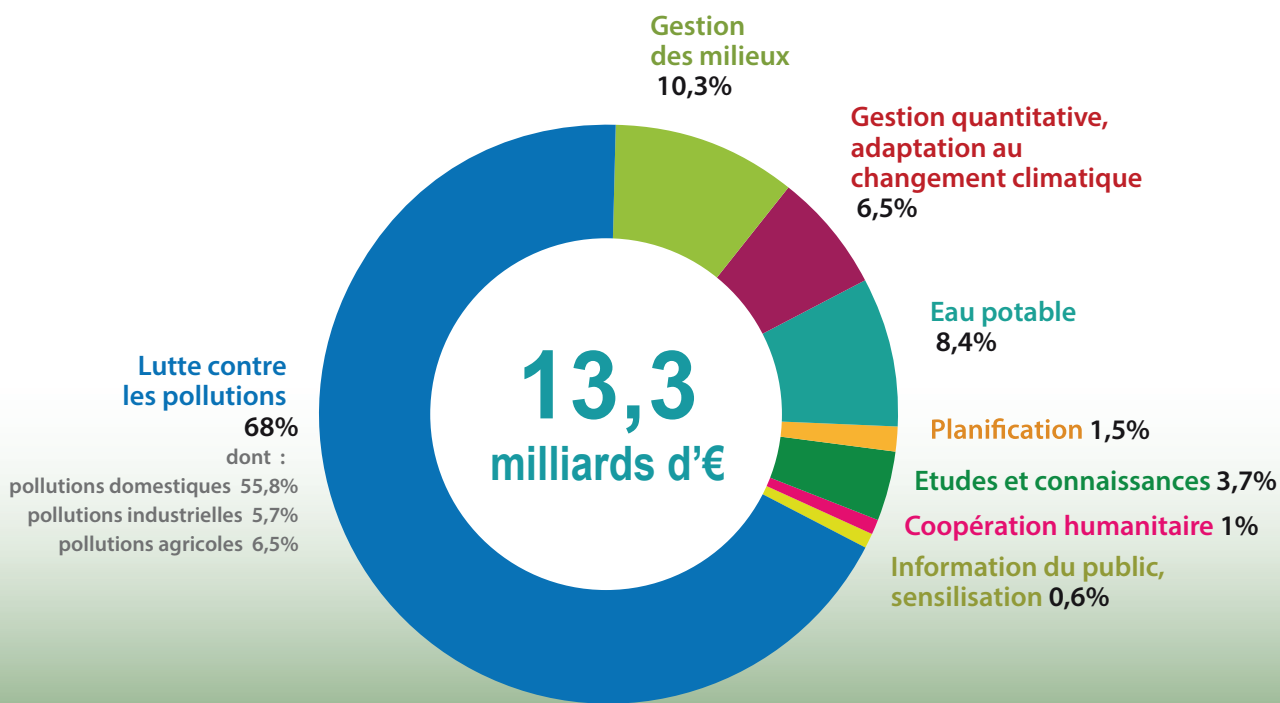
LES 10^{ÈMES} PROGRAMMES : DE 2013 À 2018

Courant 2012 les agences et leurs comités de bassin ont été mis à contribution pour élaborer les 10^{èmes} programmes.

Cadrage des redevances par la Ministre. La lettre d'orientation du 18 juillet 2011 adressée par la Ministre de l'environnement Nathalie Kosciusko-Morizet aux Présidents des comités de bassin fixait le cap et soulignait que : « la question de l'équilibre entre les différents contributeurs au financement des programmes, via les redevances, est un sujet majeur ». Elle proposait « d'objectiver ce débat sur la base des récents rapports de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat ». Ce dernier rapport proposant le rééquilibrage du « principe pollueur-payeur », la Ministre ne prenait pas beaucoup de risques estimant « ... indispensable que les 10^{èmes} programmes n'aggravent pas les déséquilibres actuels, même s'il sera difficile, dans le calendrier actuel, de réaliser une réforme profonde du système de redevances ». Conclusion : pas de redevance sur les nitrates agricoles, et à la grâce de dieu devant la CEJ (6) de la commission européenne : quelle impuissance !

Cadrage par le Ministère. En mars 2012, la lettre adressée par le Directeur Général de « l'Aménagement du Logement et de la Nature » aux Présidents des Conseils d'Administration des Agences, fixe l'orientation technique des 10^{èmes} programmes : « ... le Parlement a ainsi souhaité que les objectifs et les priorités des X^{èmes} programmes s'inscrivent dans une logique de réponse aux directives européennes, et tout particulièrement de la directive cadre sur l'eau pour la réalisation des objectifs d'état des masses d'eau tels que définis par le schéma directeur d'aménagement des eaux pour 2015. »... Rien à redire sauf que ces objectifs se feront attendre en 2015 et ne seront même pas atteints en 2021 ni même en 2027 !

Les X^{èmes} programmes « ... poursuivront et renforceront les aides à la restauration des habitats naturels et de la continuité écologique des cours d'eau : l'équipement ou l'effacement des obstacles à l'écoulement



Répartition des interventions (CHIFFRES GLOBALISÉS)

Source : Dossier de presse du salon des maires et des collectivités

(3) Les programmes de mesures 2010-2015, adoptés fin 2009, comprennent les actions jugées nécessaires pour l'atteinte des objectifs des SDAGE, soit le bon état en 2015. Ce sont des mesures clés, dont la liste n'est pas exhaustive. Les programmes 2010-2015 sont donc à cheval sur les 9^{ème} et 10^{ème} programmes d'intervention des agences. En Loire-Bretagne, le montant du programme de mesure 2010-2015 est de 3,3 milliards d'euros. (4) Voir Lettre Eau n°38 (mars 2007). (5) Voir Lettre Eau n°36 (septembre 2006) et n°49 (décembre 2009). (6) Cour européenne de justice.

(en millions d'euros)	Adour-Garonne	Artois-Picardie	Loire-Bretagne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée Corse	Seine-Normandie	Total
Domaine 1	319	192	447	201	525	653	2337
Domaine 2	793	440	1077	468	1106	2560	6444
Domaine 3	564	255	853	354	1291	1202	4519
Total	1676	887	2377	1023	2922	4415	13300
Evolution 9 ^{ème} / 10 ^{ème}	+24%	-4,70%	+10%	-7%	+13%	-5%	+7%

Plafond pluriannuel des dépenses des Agence de l'eau

Le domaine 1 rassemble les actions de connaissance, de planification et de gouvernance, ainsi que les dépenses propres des agences de l'eau, pour le fonctionnement et le personnel. Le domaine 2 concerne les mesures générales de gestion de l'eau visant à la bonne application des textes français et européens. Enfin le domaine 3 réunit les mesures territoriales de gestion de l'eau qui complètent les mesures nationales.

identifiés à la suite du Grenelle de l'environnement et dans la révision du classement des cours d'eau au titre de la continuité demeurent une priorité. Il en est de même des aides aux maîtres d'ouvrage qui s'engagent dans la préservation des zones humides. Je compte sur les agences de l'eau pour être force de proposition et d'innovation... ». Bien, mais il reste à convaincre ceux qui s'opposent vigoureusement à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, et ceux qui assèchent les zones humides... en Loire Atlantique ou ailleurs !

Et plus loin : « ... je serai attentif à la situation spécifique de votre bassin, et notamment à sa capacité à accompagner les défis propres à votre territoire, notamment concernant la lutte contre les pollutions diffuses et notamment en amont des zones littorales connaissant des proliférations d'algues vertes, la protection des ressources en eau potable, la restauration des populations grands migrateurs et la résorption des déficits quantitatifs... ». Défis majeurs à relever depuis déjà bien longtemps alors que le plan Ecophyto s'enlise et que prospèrent les zones vulnérables à la pollution par les nitrates agricoles !

Cadrement du plafond des dépenses des 10^{èmes} programmes.

Très schématiquement, on retiendra que les aides apportées par les agences peuvent être de deux types : des subventions dont le taux dépend de la nature des actions aidées, et des aides à taux zéro que le bénéficiaire devra rembourser ultérieurement.

En conséquence, les ressources financières des agences sont principalement apportées par les redevances, auxquelles il faut ajouter les remboursements des aides consenties sur les programmes précédents, et aussi le fond de roulement de l'agence car des opérations prévues peuvent ne pas se réaliser. Avec ces moyens financiers, les agences vont financer des actions comme : l'épuration industrielle, la gestion des milieux, et même des retenues d'eau pour l'irrigation, etc. En tout une cinquantaine de lignes par programme.

Le cadrage du montant total des dépenses des 10^{èmes} programmes va résulter d'un échange dynamique entre les Ministères des finances et de l'Environnement, le point d'équilibre trouvé conduira en novembre 2011 à un montant de 13,8 milliards d'euros.

Mais, en novembre 2012, pour maîtriser les dépenses publiques, le Gouvernement a décidé de fixer le plafond des dépenses des agences de l'eau à 13,3 milliards d'euros (voir répartition des interventions), hors contributions Ecophyto et ONEMA (Comité National de l'Eau du 24 octobre 2012). Ce plafond de dépenses est réparti entre les agences de l'eau (voir tableau).

Les chiffres du tableau sont évolutifs. Les trois grands domaines

sont soumis à une règle de fongibilité asymétrique : les dépenses non réalisées du domaine 1 peuvent se reporter sur les domaines 2 et 3, celles du domaine 2 sur le domaine 3, et celles du domaine 3 ne peuvent pas être redéployées.

Le montant total des dépenses étant fixé, la répartition entre les agences arrêtée, il restera alors au Comité de bassin à établir son programme de redevances en prenant en compte le principe pollueur-payeur ! Evidemment ceci reste un vœu pieu car un principe ne fait pas loi, surtout avant une élection Présidentielle, et en période de récession ! Par ordre de contribution on trouve : les usagers domestiques, les industriels et les agriculteurs, et ceci depuis la nuit des temps !

C'est pourquoi, dans les Comités de bassin, le débat va être si intense sur les redevances. Pour les industriels, le problème à résoudre pourra se résumer à : comment payer les plus faibles redevances ? Tous les arguments seront permis, allant de la bonne foi jusqu'à la démagogie la plus évidente !

Pour l'agriculture la revendication est historique, payer le moins tout en étant aidé le plus ! Revendication d'autant plus efficace qu'elle est bruyante et couplée avec l'exercice de l'influence politique auprès du gouvernement : premier Ministre et Président !

Et pour tous, comment faire parvenir la redevance des usagers domestiques vers les acteurs économiques ? Le principe de solidarité entre usagers sera porté comme un étendard, venant avec peine masquer des idées libérales convenues.

Dans ce concert de revendications, les représentants de la société civile vont faire entendre leurs différences mais, le dernier mot reste toujours à la loi... la loi du plus fort où les élus pourraient, devraient être les arbitres !

Quelques éléments de comparaison

Le bassin Seine Normandie a le montant de programme le plus élevé des six bassins, tandis que c'est Artois-Picardie qui a le montant le plus bas. Ceci explique parfois les différences entre certains taux et la vision globale sur l'ensemble du programme.

Pour la redevance « pollution de l'eau d'origine domestique », le taux plafond est de 0,5€/m³. C'est le bassin Rhin-Meuse qui a les taux les plus élevés en 2013 avec 0,42€/m³ en zone 3. La zone 1 est alors à un taux de 0,29€/m³. En 2018, les trois zones sont à 0,37€/m³. En Loire-Bretagne, les taux sont constants durant le 10^{ème} programme : 0,24€/m³ en zone 1 et 0,31€/m³ en zone 2. En Seine-Normandie, le taux diminue en zone 1 de 0,24€/m³ en 2013 à 0,22€/m³ en 2018.

Concernant les redevances « pollution de l'eau d'origine non

domestique », les taux les plus hauts sont constatés surtout sur le bassin Seine Normandie. Pour le bassin Loire-Bretagne les taux sur les thermies « rejetées en rivière » et celles « rejetées en mer » sont très largement supérieurs aux taux des autres bassins.

Au sujet de la **redevance modernisation du réseau de collecte**, qui concerne tous les usagers raccordés au système d'assainissement collectif, pour le bassin Seine-Normandie, le taux en 2018 est proche du plafond sur le réseau non domestique, soit 0,24€/m³ et atteint le plafond pour le réseau domestique, soit 0,3€/m³. Ceci s'explique d'une part par une densité importante d'industries et de population et de ce fait une problématique « assainissement » au cœur des politiques de l'eau de ce bassin.

Sur la **redevance prélèvement sur la ressource en eau**, d'un point de vue général au cours des six années, le bassin Rhin-Meuse a les taux les plus élevés, notamment pour l'irrigation gravitaire, qui atteint le taux plafond de 1€/m³ en zone 2, et pour l'alimentation d'un canal, qui atteint en zones 1 et 2 le taux plafond.

Sur la **redevance pour stockage de l'eau en période d'étiage**, le bassin Loire-Bretagne reste largement en dessous des autres bassins (atteignant le taux plafond) avec, de plus, un taux constant pendant les 6 années à 0.005€/m³. Les autres bassins ont un taux constant de

0,01€/m³, sauf Artois-Picardie qui évolue 0,0052 à 0,0062€/m³.

Pour la **redevance obstacle sur les cours d'eau**, le même schéma se dessine que pour la redevance « stockage de l'eau ». Le bassin Loire-Bretagne reste en deçà des autres bassins avec un taux maximal à 74€/m³. Les bassins Rhône-Méditerranée Corse, Seine-Normandie et Adour-Garonne (pour la zone 1) ont un taux constant égal au taux plafond de 150€/m³. A noter que la zone 2 du bassin Adour-Garonne atteint un taux maximal de seulement 56€/m³.

Ces quelques éléments de comparaison sont complétés par une série d'articles focus, par bassin, en pages 11 à 15 de cette Lettre Eau.

CONCLUSION

Les 9^{èmes} programmes d'intervention des agences étaient en grande partie financés par les redevances des usagers domestiques. Cette répartition n'est pas adaptée aux enjeux de la politique de l'eau, elle ne colle pas au célèbre principe pollueur-payeur. Les changements proposés dans le cadre des 10^{èmes} programmes auraient dû permettre un rééquilibrage correct entre les différentes catégories d'usagers mais ceci est loin d'être le cas, donc affaire à suivre ...

Exemple des redevances en Loire Bretagne

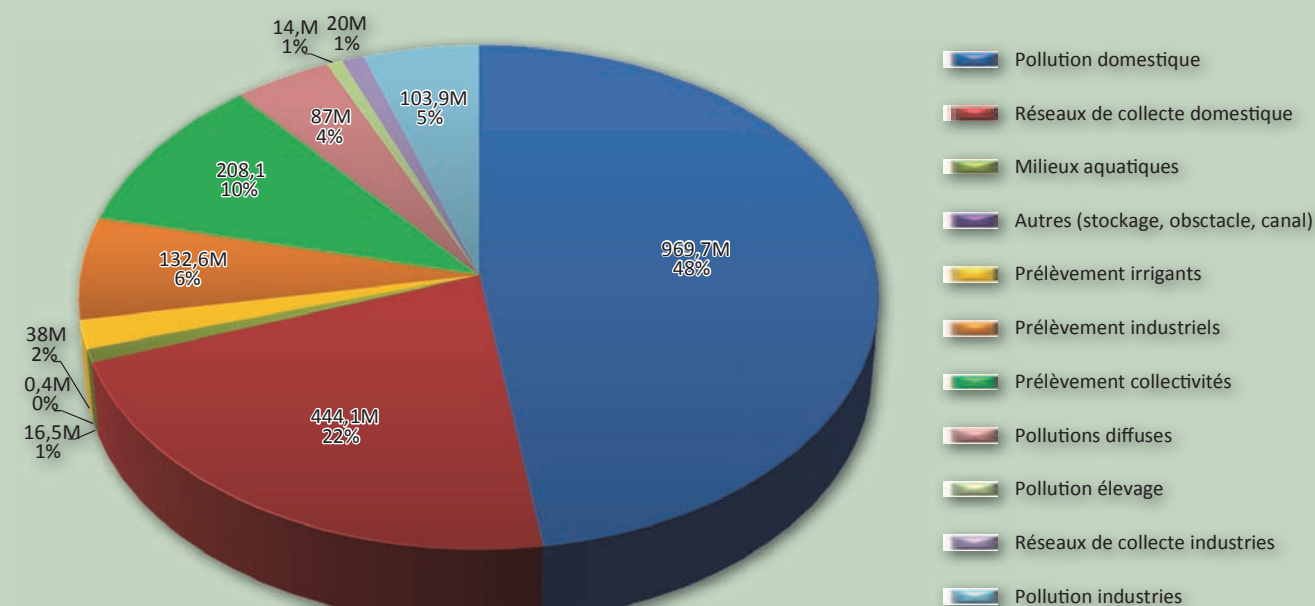
Les recettes prévisionnelles de l'Agence Loire-Bretagne se répartissent entre les trois grandes catégories d'usagers.

Les usagers domestiques sont concernés par trois redevances : redevances pollution domestique, réseaux de collecte domestique et prélèvement collectivités. C'est la plus grosse part des redevances à l'origine des financements de l'Agence. Pour Loire-Bretagne, le montant est de 1621,9M€, cela représente près de 80% des recettes.

Les industriels quant à eux contribuent à hauteur de 12,6% soit 256,5M€, pour les redevances pollution industrielle, collecte industrie et prélèvements industriels.

Les agriculteurs payent les redevances pollution élevage, pollution diffuse et prélèvement irrigation, ce qui représente 6,8% des recettes de l'Agence soit 139,1M€. Il faut noter que la redevance pour prélèvement irrigation entraîne une recette de 38M€. Ce chiffre est à comparer avec la somme prévisionnelle d'aides allouées à la création de réserves de substitution, qui est de 50M€ sur l'ensemble du 10^{ème} programme, donc un transfert de 12M€ vers l'agriculture. La redevance pollution élevage, de 14,1M€ est du même ordre de grandeur que la redevance protection des milieux aquatiques, de 16,5M€. Cette dernière redevance est payée par les pêcheurs, via l'achat des cartes de pêche depuis la LEMA. Il est clair que les éleveurs, avec l'élevage intensif, sont à l'origine d'une dégradation beaucoup plus importante des milieux aquatiques que la prédation des pêcheurs. Toutefois, les éleveurs sont dans une situation économique difficile qui nécessiterait un rééquilibrage des aides de la PAC vers un élevage respectueux de l'environnement. Enfin, la redevance pollutions diffuses ne tient compte que des pesticides, il n'y a pas de redevances pour les nitrates. Les grandes cultures, et les cultures céréalières, grandes bénéficiaires de la PAC échappent depuis toujours à une redevance sur les nitrates : exemple spectaculaire de la non application du principe pollueur-payeur. Les autres redevances, qui représentent seulement 0,41M€ correspondent aux nouvelles redevances introduites par la LEMA. Leur rendement est extrêmement faible.

Le rééquilibrage des redevances selon le principe pollueur-payeur passera nécessairement par une augmentation des contributions agricoles. Pour d'autres bassins, la contribution des usagers peut être encore plus élevée, jusqu'à plus de 90% en Seine-Normandie.



Répartition des recettes prévisionnelles de redevance 10^{ème} programme Loire-Bretagne (2 034,4M€) - Source : CB du 27 Septembre 2012

FOCUS SUR LE 10^{ÈME} PROGRAMME D'INTERVENTION de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par **Frédérique Caméo Ponz (Nature Midi Pyrénées)** & **Elisabeth Arnaud (SEPANSO)**

Représentants des APNE au Comité de Bassin Adour Garonne

Le Comité de Bassin Adour-Garonne se réunissait le 24 septembre pour donner son avis sur les propositions d'orientations du 10^{ème} Programme d'Intervention de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, de ses grandes lignes budgétaires et de l'évolution du taux des redevances. Le budget global de ce programme est en nette hausse (voir tableau). Les priorités affichées : les milieux aquatiques et la prévention des inondations, la gestion quantitative, l'eau potable.

Les APNE notent un réel effort en direction du volet « milieux aquatiques », mais restent en désaccord sur la politique « eau et agriculture » et la poursuite, voire l'accentuation du déséquilibre contributif entre les trois grandes catégories d'utilisateurs face aux redevances.

UN EFFORT NOTABLE SUR LE VOLET « MILIEUX AQUATIQUES ET INONDATION »

Une dotation en forte augmentation vise à accompagner les structures de terrain (notamment susciter, faciliter l'émergence de maîtrise d'ouvrage) et promouvoir et financer des actions ambitieuses et efficaces (1) :

- Maintenir ou restaurer le bon état écologique des rivières, notamment en renforçant l'accompagnement des structures de gestion des cours d'eau et leur expertise.
- Restaurer la continuité écologique dans ses trois composantes (régime hydrologique, transport sédimentaire, circulation des espèces) en s'appuyant sur le règlementaire (classement des cours d'eau et relèvement des débits réservés d'ici 2014) et encourager la maîtrise d'ouvrage collective sur des programmes globaux.
- Promouvoir des actions coordonnées comme l'amélioration de l'état des milieux aquatiques et la gestion des inondations (ralentissement dynamique des écoulements, joint à la préservation ou restauration des champs naturels d'expansion des crues, ce qui, de surcroît, limite l'érosion et le transfert de pollutions).
- Contribuer à la préservation de la biodiversité liée aux milieux aquatiques en accompagnant les plans nationaux : plans d'actions pour les espèces prioritaires dont les poissons migrateurs, mise en œuvre des trames verte et bleue, mise en œuvre opérationnelle des documents d'objectifs Natura 2000...
- Préserver et gérer les zones humides : améliorer la connaissance des zones humides et des services qu'elles rendent, renforcer et étendre la mise en œuvre et le suivi de programme territoriaux, agir au plus près des acteurs concernés.

DES DÉSACCORDS SUR LES PROBLÉMATIQUES AGRICOLES

Concernant la gestion quantitative de l'eau, les APNE ne sont pas satisfaites : dans un contexte de réchauffement climatique et de raréfaction de la ressource en eau, une part des dotations servira au soutien d'étiage et à la construction de retenues de substitution (2). Elles estiment que les problèmes de déséquilibre contributif sont en partie à relier avec l'abus de prélèvement de certains usages, comme l'irrigation en période d'étiage. Il est donc nécessaire que ces prélèvements soient diminués et non maintenus par la construction de réservoirs d'eau. Soutenus par quelques-uns, les représentants APNE militent pour une approche préventive. Il existe d'autres voies à soutenir, plus vertueuses pour l'eau, les milieux et le développement rural : le changement d'assolement en passant des cultures d'été (maïs) aux cultures d'hiver et de printemps, la diversification des cultures avec l'allongement des rotations ou encore l'agroécologie.

Autre point préoccupant : les dotations du 9^{ème} programme ciblant la lutte contre les « pollutions diffuses et assimilées » n'ont pas été entièrement consommées, par manque d'engagement de la profession agricole. Des évolutions commencent à se dessiner, mais elles sont encore à l'état de prémices, les freins sont très importants. Paradoxe : les agriculteurs demandent à ce que l'Agence fasse des efforts sur sa politique d'aide à la construction de retenues (3) pour le 10^{ème} programme, mais ne jouent pas le jeu pour réduire leur impact sur la qualité de l'eau...

REDEVANCES : C'EST TOUJOURS L'USAGER DOMESTIQUE QUI PAYE POUR LES AUTRES !

Pour les redevances : immobilisme. Malgré la demande du Ministère de l'Écologie de rééquilibrage des contributions financières des usagers en fonction de leur impact sur les milieux (4), ce dossier n'a pas été réouvert en Adour Garonne par crainte des tensions ! Les APNE ont pourtant tenté de lancer le débat sur la redevance « prélèvement pour irrigation », qui a globalement un taux 5 fois inférieur à celle « prélèvement pour usage domestique ». Les usagers domestiques resteront les dindons de la farce. En effet, les estimations réalisées dans le cadre de la préparation du 10^{ème} programme montrent une **baisse de la quasi-totalité des redevances, à l'exception de celles relatives aux usages domestiques**. Lesquelles représenteront toujours un peu plus de 80% du total des redevances qui seront perçues par l'Agence de l'eau Adour Garonne à partir de 2013.

Reste le gros travail de propositions qu'a fourni le collectif FNE Adour Garonne (regroupant les APNE présentes sur le bassin) dans le cadre de l'élaboration de ce 10^{ème} programme d'interventions (5), qui a été plutôt bien accueilli et globalement pris en compte dans les modalités d'attribution des aides.

	9 ^{ème} programme	10 ^{ème} programme	Evolution 9 ^{ème} / 10 ^{ème}
Lutte contre la pollution	804M€ (52%)	801M€ (41%)	0%
Gestion des milieux et ressources	337M€ (22%)	542M€ (28%)	61%
Conduite et développement des politiques	71M€ (5%)	113M€ (6%)	59%
Dépenses courantes	161M€ (10%)	179M€ (9%)	11%
Contribution ONEMA et versement Ecophyto	64M€ (4%)	112M€ (6%)	75%
Aide à la performance épuratoire	115M€ (7%)	185M€ (10%)	61%
Budget global	1552M€	1932M€	24%

Evolution des dotations entre le 9^{ème} et le 10^{ème} programme (CB du 24 septembre 2012, point 3)

(1) Deux leviers sont notamment mis en avant : bonification des aides pour les démarches collectives, globales et ambitieuses ; recherche de cohérence avec les politiques publiques (aménagement du territoire, urbanisme, inondations, etc.). (2) Aménagement de réserves existantes, création de nouvelles réserves collectives de réalimentation (soutien d'étiage) ou de substitution (l'eau stockée en hiver se substitue aux prélèvements d'été dans le milieu), soutien d'étiage à partir d'ouvrages existants (accords de déstockage, principalement sur barrages hydroélectriques) : opérations éligibles si elles sont situées dans une unité de gestion (UG) en déséquilibre ou déséquilibre important (au sens de la circulaire du 3 août 2010) et si elles contribuent à la résorption du déséquilibre à l'échelle de l'UG par compensation ou substitution de prélèvements existant antérieurement au 31-12-2012. Taux d'aides variant entre 35 et 70%. (3) Cf. Avis de la commission agricole des instances de l'AEAG sur le projet de 10^{ème} Programme. Demandes pour la construction de réserves : demande de majoration du plafond de l'assiette de l'aide de 3,5 à 4,5 €/m³ HT, assouplissement de la notion de substitution, financement du réseau de distribution aux parcelles et des réserves individuelles, abaissement du seuil de bonification des taux. Demande pour le fonctionnement des futurs Organismes Uniques : majoration du taux d'aide et allongement de la durée. (4) Cf. Lettre de la Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature du 16 mars 2012, adressée au Président du Comité de Bassin Adour Garonne. (5) Cahier de propositions du Collectif FNE Adour Garonne et propositions communes avec l'Inter GRAB Adour-Garonne sur le volet « pollutions diffuses », dans le cadre de l'élaboration du 10^{ème} Programme d'Interventions de l'Agence de l'eau Adour Garonne. Documents en ligne au lien suivant : http://www.fne-midi-pyrenees.fr/propositions-du-collectif-fne-adour-garonne_148.php

FOCUS SUR LE 10^E PROGRAMME D'INTERVENTION

de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse

Par Jacques Pulou, Pierre Aplincourt,
Mélodie Dajoux, Annelise Muller
FRAPNA & URVN-FNE PACA

VUE D'ENSEMBLE

Préparé jusqu'au dernier moment en juin, puis retardé de deux mois le temps d'un examen par le nouveau Ministère, le vote de ce 10^e programme offre un enjeu de taille : 3 653.3 Millions d'euros sur 5 ans, de 2013 à 2018. Ce programme comporte 4 axes :

1. Mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures (Rhône Méditerranée et Corse) ;
2. Accompagner la réglementation et les programmes nationaux sur l'eau ;
3. Gestion durable du patrimoine des services d'eau et solidarité au monde rural ;
4. Accompagner l'adaptation des territoires face aux enjeux émergents (santé-environnement, changements climatiques).

Ces axes se traduisent dans les aides :

- 1 941.7 M€ pour la lutte contre la pollution (priorité à l'épuration des collectivités territoriales : réseaux d'assainissement, performances épuratoires (1)) ;
- 1 053.5 M€ pour la restauration des milieux aquatiques (40% de cette somme), gestion quantitative (25%), eau potable (22%).

Avec des taux de redevance traditionnellement les plus bas de tous les bassins, une hausse (2) s'avérerait nécessaire pour financer le programme et reconstituer le fond de roulement.

ELABORATION DU PROGRAMME

Règles de base

La première règle de base est d'avoir un budget en équilibre, malgré les coups de rabot successifs imposés par Bercy pour faire face à la crise. L'Agence elle-même concède d'importants efforts : baisse de la masse salariale de 2.5% par an et des frais de fonctionnement (-15% sur 5 ans). Il faudra être attentif à ce que cela n'obère ni son rôle ni son influence.

Cloisonnement entre familles de contributeurs : une catégorie de redevables, qui renonce à des aides, peut ainsi faire baisser ses redevances.

Règle des 20 % : pour les redevances concernées, les taux s'élèveront progressivement (« lissage ») pour atteindre, en fin de programme, au moins 20% de leur plafond fixé par la loi (3).

Enfin, règle non avouée : le prix de l'eau pour l'utilisateur domestique, arrivant en dernier ressort pour équilibrer le programme une fois tous les lobbies satisfaits, reste la variable d'ajustement.

Principales demandes

Inquiets face au changement climatique, les agriculteurs souhaitent, pour y échapper, étendre l'irrigation : irrigation de cultures jusqu'à présent sèches, extension des périmètres, augmentation des transferts d'eau et des retenues. Comment s'adapteront-ils aux changements climatiques si on subventionne l'irrigation de denrées agricoles qui seront produites à moindre coût et sans subvention un peu plus au nord ?

Malgré le relèvement de certains taux (comme la redevance hydro-électricité), les industriels ont profité de la crise économique et du cloisonnement entre contributeurs pour obtenir des taux (trop) bas de redevance sur les pollutions non toxiques ou les pollutions des industriels raccordés avec, comme contre partie, le renoncement à nombre d'aides y compris lors du durcissement attendu des réglementations européennes. Ont-ils parié sur la faiblesse de l'État ?

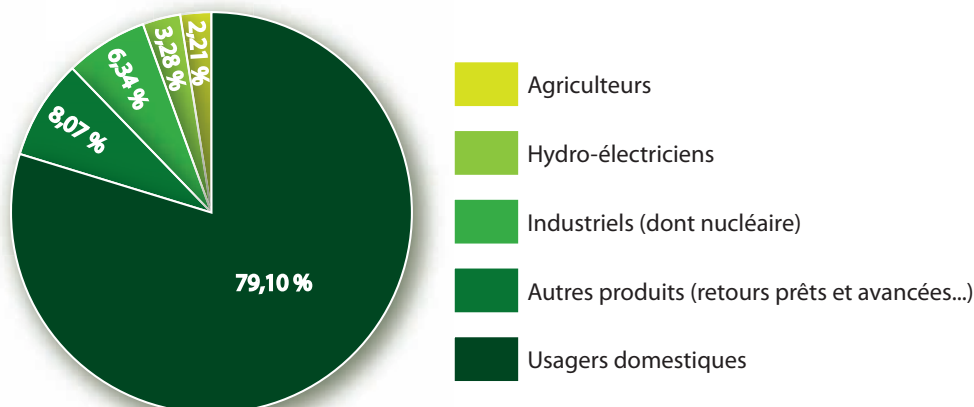
VOTES ... ET RECONDUCTION DU PRINCIPE POLLUÉ-PAYEUR

Comme dans d'autres bassins, ce vote favorable des APNE a voulu encourager une politique plutôt favorable aux milieux et à l'environnement, bien que tout cela n'aille ni assez vite ni assez loin :

- maintien des efforts en EEDD (4) ;
- forte augmentation des fonds destinés
 - à l'effacement des obstacles transversaux (en lien avec la liste 2 des futurs classements de cours d'eau) ;
 - à la politique Zones Humides ;
 - ou encore à l'animation des structures de gestion.

Grands gagnants (4 € d'aides pour 1 € de redevance !), les agriculteurs ont pourtant rejeté ce programme (« l'environnement cela commence à bien faire »). Les élus ont voté favorablement avec quelques abstentions.

Les industriels ayant reporté une grosse part de leurs contributions sur les usagers domestiques et échappé ainsi à l'augmentation des taux, n'avaient plus qu'à voter ce programme ... à quelques abstentions près.



Contribution des redevables au 10^{ème} programme (Nb : dans ce graphe, les redevances pollution et collecte non domestiques sont incluses dans la part des industriels)

(1) Le bassin reste en retard pour la mise en œuvre de la DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines) concernant les villes de plus de 2000 Equivalent Habitant (échéance 2005). (2) Exception pour les redevances prélèvement industriel en zones non déficitaires, redevances prélèvement AEP et prélèvement canal. (3) À une exception près, les redevances prélèvement industriel en zones non déficitaires. (4) Education à l'Environnement pour un Développement Durable

FOCUS SUR LE 10^{ÈME} PROGRAMME D'INTERVENTION de l'Agence de l'eau Artois-Picardie

Par Jean-Louis Wattez

Président de Lestrem Nature
Membre du Comité de Bassin Artois Picardie

Le 10^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Artois Picardie, qui fixe les règles du jeu de l'intervention de l'Agence pour les six années à venir, a été adopté lors du Comité de Bassin du 19 octobre 2012.

UNE RÉELLE CONCERTATION POUR UN BON COMPROMIS.

Engagée depuis mai 2011, la préparation du programme d'intervention a fait l'objet d'une véritable concertation au travers d'un nombre important de réunions du Comité de Bassin, du Conseil d'Administration, des groupes de travail et des commissions géographiques représentatives des territoires des SAGE. Avec des 26 réunions préparatoires, écoute, évaluation et partage des idées ont présidé à l'élaboration de ce programme.

DES INTERVENTIONS EN HAUSSE POUR LES MESURES TERRITORIALES DE GESTION DE L'EAU

Les mesures générales de gestion de l'eau, notamment les travaux liés à la Directive Eaux résiduaires Urbaines (2), dominaient le 9^{ème} programme. Le 10^{ème} programme augmente sensiblement les mesures territoriales de gestion de l'eau afin de porter une attention toute particulière aux milieux naturels, ce qui s'inscrit dans l'esprit de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE (3)). Cette décision est largement approuvée par le monde associatif. La part des aides pour l'entretien des milieux passe de 8% à 11% du montant total du programme.

Autorisations de programmes par domaine en millions d'euros	9 ^{ème} programme	10 ^{ème} programme	Evolution 9 ^{ème} /10 ^{ème}
Domaine 1 : connaissance, planification, gouvernance (SDAGE, études, connaissances, actions internationales, communication, dépenses courantes)	149,08	186,20	+24,90%
Domaine 2 : mesures générales de gestion de l'eau (STEP hors eaux pluviales, réseaux, assistance technique, eau potable)	559,38	427,20	-23,63%
Domaine 3 : mesures territoriales de gestion de l'eau (traitement des eaux pluviales, pollutions industrielles, pollutions agricoles, protection de la ressource, restauration des milieux aquatiques)	194,76	250,46	+28,60%
Aides à la performance épuratoire (1)	134,04	104	-22,41%
Fonds de concours ONEMA	43,53	62,14	+42,76%
Total général	1 080,79	1 030	-4,70%

Les aides pour la restauration et la gestion des milieux aquatiques passent de 42,49M€ à 70M€. Toutefois le plafonnement des aides publiques à hauteur de 80% pose problème : certains projets ne se réalisent pas à cause de 10 ou 15% de manque de financement. L'augmentation de dotation doit se traduire par des actions concrètes de terrain.

Le dispositif d'accompagnement des contrats d'insertion (3 500€ par contrat et par an), en particulier pour les associations d'insertion qui

travaillent dans l'entretien des milieux humides, est une simplification attendue du dispositif du 9^{ème} programme.

Bien qu'il y ait une baisse globale du domaine 2, notamment pour l'assainissement collectif, il y a une hausse des aides pour l'assainissement non collectif. Cet effort est justifié par l'existence de pollutions non maîtrisées causées par l'habitat dispersé.

LES ZONAGES : UN DES ÉLÉMENTS CLÉS DU 10^{ÈME} PROGRAMME.

Les objectifs de la DCE, qui impose un bon état à échéances 2015, 2021 ou 2027, ainsi que les priorités « baignade » et « eau potable », ont conduit à définir des zones de priorités : zones macropolluants assainissement et industrie, zones enjeu eau potable, zones prioritaires d'intervention pour les zones humides. Cette notion de zonage marque un changement de politique avec la fin du « guichet ouvert » et la prise en compte de l'intérêt général, puisque les taux seront modulés en fonction des zones.

HAUSSE DES REDEVANCES ET RÉDUCTION DES DÉSÉQUILIBRES ENTRE CATÉGORIES DE REDEVABLES

Les redevances (829,92M€) représentent 81% des recettes, dont 87,82% proviennent des redevances des particuliers et collectivités, 9,15% des industries et 2,76% des agriculteurs (hors TGAP (4)), 0,27% pour la protection des milieux aquatiques (pêcheurs). La redevance de pollution domestique est la plus importante en ce qui concerne les recettes pour le bassin. En respectant le tarif plafond de 0,5€/m³, une augmentation progressive de la tarification tout au long du 10^{ème} programme a été votée : 0,362€/m³ en 2013 jusqu'à 0,418€/m³ en 2018, soit une augmentation totale de + 15,46% sur la durée du 10^{ème} programme. Les remboursements de prêts et avances complètent les recettes.

Les représentants des agriculteurs ont fortement contesté le montant de la redevance prélèvement pour l'irrigation qui passera de 13€ l'hectare en 2012 à 22€ l'hectare en 2018, et ils ont voté contre la fixation des tarifs et zones de redevances applicables pour la durée du 10^{ème} programme. Cette hausse se justifie par la baisse imposée en 2007 (de 18€ à 13€ l'hectare). Cette hausse se veut un frein au développement abusif des systèmes d'irrigation dans un bassin où la situation des ressources en eau est fragile (et dans un contexte de prix élevé des céréales).

CONCLUSION

Dans un contexte de crise économique majeure et d'endettement public important, nécessitant des économies en dépenses pour une plus juste utilisation du produit des redevances, ce programme est, de l'avis général, le résultat d'un bon compromis.

(1) L'aide à la performance épuratoire correspond à la mise en œuvre de la directive Eaux Résiduaires Urbaines, qui a nécessité de gros investissements dans le cadre du 9^{ème} programme. (2) Directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991. (3) Directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000. (4) Taxe Générale sur les Activités Polluantes, taxe remplacée par la redevance Pollutions Diffuses.

FOCUS SUR LE 10^{ÈME} PROGRAMME D'INTERVENTION

de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

Par Jean Wencker,
Vice-Président d'Alsace Nature

Le vote des dispositions du futur programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse a eu lieu lors du Comité de Bassin du 12 octobre. Il doit permettre de donner la priorité à la lutte contre la pollution agricole, à la restauration « physique » et « écologique » des milieux aquatiques et à la lutte contre les pollutions toxiques. Ce programme veut atteindre les objectifs du SDAGE que sont le bon état des eaux et le respect des directives européennes. Sur le plan financier il veut optimiser les coûts en recherchant systématiquement le meilleur rapport coût-efficacité.

L'adoption de ce programme n'a pas été simple, et de très vifs débats ont divisé la commission chargée de le construire. Le litige a principalement tourné autour du déséquilibre des contributions financières entre le monde agricole, les usagers industriels et les usagers domestiques, ces derniers étant de loin les plus gros contributeurs aux ressources de l'agence (86,4% en 2012 contre 12,1% pour les usagers industriels et 1% l'agriculture, 0,5% autres contributeurs). Un accord a finalement été trouvé en réduisant quelque peu le montant du programme et en réduisant symboliquement la contribution des usagers domestiques (en volume de recettes sur la durée du nouveau programme, par rapport à ce qui aurait été dépensé en maintenant pendant 6 ans les taux de 2012 : -3,3% pour les usagers domestiques, +15,8% pour les usagers industriels et +4% pour les usagers agricoles). La maquette financière du 10^{ème} programme (Figure 1) présente les montants des dépenses par domaine d'intervention. Ces chiffres expliquent pourquoi les APNE alsaciennes et lorraines ont voté pour ce programme : malgré le timide rééquilibrage des contributions, la priorité a été donnée à l'atteinte du bon état des milieux aquatiques (hausse de 57% des crédits de cette ligne). Seules les associations de consommateurs ont voté contre. Le Comité de Bassin compte 100 membres, le résultat des votes est le suivant :

- Sur l'adoption des nouveaux taux de redevances : 73 votants, 3 contre, 8 abstentions, 85% de voix favorables.
- Sur le 10^{ème} programme : 73 votants, 9 abstentions, le programme est donc voté avec 87% de voix favorables.

Les présidents de CLE du SAGE Ill-Nappe-Rhin et de la Largue se sont abstenus lors du vote, car ils estiment que le 10^{ème} programme ne pousse pas assez à la création de nouveaux SAGE. En matière d'agriculture, seuls les irrigants ont vu leur contribution fortement majorée, ce qui reste une assiette étroite par rapport à l'ensemble du monde agricole. Le taux de redevance prélevé pour l'irrigation étant encadré par la Loi, la marge de progrès vers le rééquilibrage des contributions est très faible. Tôt ou tard la Loi devrait réviser cette anomalie : pourquoi, pour 1€ de redevance, un irrigant reçoit environ 500 m³, un industriel 200m³ et un usager domestique 20m³ (prélèvement dans les eaux souterraines) ?

Montant d'AP (1) (« décisions »)	10 ^{ème} programme	Evolution/9 ^{ème} programme
Assainissement	369M€	-16%
Eau Potable	112M€	-9%
Primes/ Assist. Technique	133M€	-23%
Milieux	115M€	+57%
Agriculture	90M€	+85%
Industrie	98M€	-5%
Autres	248M€	-15%
TOTAL	1 165M€	-7%

Tableau 1 : Maquette financière du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (source : AE RM)

UN MOT SUR L'ÉTAT DES EAUX EN RHIN-MEUSE À LA FIN DU 9^{ÈME} PROGRAMME

Il y a un réel décalage entre les objectifs visés par le SDAGE et l'état des lieux qui sera officiellement constaté en 2013. L'état chimique du Rhin a bénéficié des efforts internationaux pour largement réduire les sources de pollution ; et la bataille contre l'historique pollution saline due à l'industrie autour des mines de potasse, au sud, semble gagnée. L'enjeu actuel est de vaincre la pollution par HCB (hexachlorobenzène) en draguant le poison dans les retenues hydroélectriques pour l'évacuer sur un site dédié à Rotterdam (2). Quant à la pollution par le mercure, elle est en voie de règlement par un changement de process de la fabrication de chlore (3). Malgré tout, les usines d'eau potable du Rhin-Moyen et des Pays-Bas doivent rester vigilantes car l'industrie lorraine continue ses rejets de sel dans la Moselle et envisage de repolluer le Rhin par de nouveaux rejets en Alsace cette fois (4), ce qui pourrait conduire à un clivage entre l'Alsace et la Lorraine au sein du Comité de Bassin. La nécessité d'assainir la Moselle, même inscrite dans le SDAGE, n'ouvre pas un droit à polluer le Rhin !

En cette fin d'année 2012, plusieurs constats doivent être faits :

- Un constat de perte de la biodiversité aquatique ;
- Les produits phytosanitaires sont détectés dans les eaux naturelles du bassin, sur 44% des points de mesure, et sur 10% des points les valeurs seuils pour l'eau potable sont dépassées (surtout déséthylatrazine, atrazine, 2,4D, bromacil...) (5) ;
- La dégradation des eaux souterraines par les nitrates semble ralentie mais est toujours alarmante ;
- Il y a des avancées concernant la restauration des milieux aquatiques et la continuité écologique (6), ainsi qu'en matière de rejets de substances dangereuses d'origine industrielle, mais la morphologie des cours d'eau reste catastrophique quand ils sont canalisés, rectifiés, barrés pour toutes sortes de mauvaises raisons. Ce mauvais état physique sera, ici comme ailleurs, la principale cause de non atteinte du bon état DCE ;
- En moyenne 157 millions d'euros par an seront consacrés à la mise en œuvre de la politique de l'eau en Rhin-Meuse. La lutte contre la pollution diffuse et la restauration des milieux aquatiques sont prioritaires, l'équipement en matière d'assainissement des eaux usées sera poursuivi, mais l'assainissement non collectif en milieu rural sera priorisé dans le cadre d'une recherche constante du meilleur rapport coût-efficacité. Les communes seront toujours aidées pour améliorer et sécuriser l'AEP (Adduction en Eau Potable), l'agriculture sera accompagnée dans sa recherche pour lutter contre les pollutions diffuses et sera aidée pour trouver des alternatives à l'agro-chimie (7) ;
- En termes de redevances il faut noter que le zonage actuel (8) sera progressivement supprimé pour aboutir à des taux unifiés en 2018.

En conclusion, malgré une très légère baisse des moyens financiers, le 10^{ème} programme propose une grande sélectivité des aides en matière d'assainissement, pour un meilleur rapport coût-efficacité. L'intérêt économique de restaurer ou préserver les milieux naturels aquatiques est enfin reconnu.

(1) Autorisation de programme. (2) Il s'agit de la « Slufter » dédiée au stockage des boues de dragage du port de Rotterdam. (3) Voir la récente LETTRE Eau 59, sur les rejets de mercure de l'usine PPC à Thann sur la rivière Thur. (4) La commission européenne appréciera que la France dégrade 300km du Rhin au lieu de trouver une solution locale à la pollution mosellane. Cette hypothèse n'en est toutefois qu'une parmi d'autres, puisqu'il est également prévu d'étudier d'autres solutions dont le traitement des rejets par osmose (une étude est en cours jusqu'en 2014). (5) D'après un document de travail de l'APRONA (observatoire de la nappe rhénane). (6) Le barrage EDF de Strasbourg sera équipé d'un ouvrage de montaison pour les grands migrateurs en 2015, il en restera 4 autres à équiper pour que le saumon puisse arriver à Bâle (théoriquement en 2020). (7) Exemples d'alternatives : retour à des cultures biologiques, soutien à l'élevage pour ne pas retourner les dernières prairies, soutien aux partenariats avec les collectivités locales ayant le souci de la qualité des eaux. (8) Il y a trois zones géographiques avec des taux différents, ces zones seront progressivement supprimées, et les taux unifiés.

FOCUS SUR LE 10^{ÈME} PROGRAMME D'INTERVENTION de l'Agence de l'eau Seine-Normandie

Par Abelardo Zamorano

Vice-Président de Yonne Nature Environnement
Membre du Comité de Bassin Seine-Normandie

Le Comité de Bassin Seine-Normandie a validé le 10^{ème} programme d'intervention de l'Agence le 18 octobre dans un contexte conflictuel assez important. Le bassin Seine-Normandie regroupe 40% des industries françaises, le poids de ces usagers est donc considérable.

RETOUR SUR LE 9^{ÈME} PROGRAMME

La réalisation du 9^{ème} programme a permis, non sans difficultés, la mise en conformité des plus grandes stations d'épuration (STEP) du bassin en application de la directive sur le traitement des Eaux Résiduaires Urbaines (ERU (1)). Cette obligation d'équipement ne saurait à elle seule répondre aux obligations d'atteinte du bon état de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE (2)).

Le 9^{ème} programme consacrait environ 70 % du budget de l'Agence à la lutte contre la pollution (essentiellement épuration et réseaux d'assainissement, domestiques et industriels). Les 17,5 % accordés à la gestion des milieux se répartissaient comme suit : 11% pour l'eau potable et 6,5% pour la gestion quantitative, la protection de la ressource et la restauration des milieux aquatiques.

LE 10^{ÈME} PROGRAMME

C'est après 18 mois de travail, 13 réunions d'une commission interne à l'Agence, la Commission Permanente des Programmes et de la Prospective (C3P), 9 réunions du Comité de Bassin, que deux scénarios (n°2 et n°3) de mise en œuvre du 10^{ème} programme ont été élaborés. La C3P a voté en faveur du scénario n°3, c'est-à-dire le seul scénario permettant une amorce du rééquilibrage des contributions entre les différents usagers. Mais cette proposition de deux scénarios a conduit à une vive opposition, les industriels réclamant les taux du scénario n°2 tandis que les usagers domestiques souhaitaient ceux du n°3 (Tableau 1).

Lors du Conseil d'Administration (CA) du 13 septembre, le scénario 2 a été retenu. Le 27 septembre, le Comité de Bassin (CB) a rejeté cette décision. Le CA s'est réuni de nouveau le 12 octobre et a voté un nouveau projet, qui sera validé par le CB le 18 octobre avec 132 voix pour, 7 absentions et 2 non-participations.

(en millions d'euros)	Contribution fin 9 ^{ème} programme (2012)	Contribution fin 10 ^{ème} programme (Scénario 2)	Contribution fin 10 ^{ème} programme (Scénario 3)	Contribution fin 10 ^{ème} programme (Scénario adopté)
Usagers domestiques et assimilés	677 92,4%	661,8 90,9%	659,1 90,1%	659,1 90,8%
Industrie	39 5,3%	51,3 7%	56,3 7,7%	51,3 7,07%
Agriculture	15,5 2,1%	14,3 2%	14,6 2%	14,3 1,97%

Tableau 1 : Evolution des contributions des redevables (source : Comité de Bassin du 18 octobre 2012)

La recherche d'un meilleur équilibre entre les différents redevables (à défaut d'une équité politiquement impossible...) a fait l'objet d'importantes discussions. Mais si un rééquilibrage des contributions entre usagers domestiques, industriels et agricoles, au bénéfice des premiers, est demandé par tous les rapports, la réalité de son application est une autre affaire.

« La politique du 10^{ème} programme se veut être un tournant indiquant une implication plus forte sur le grand cycle de l'eau. Elle devrait

accentuer la priorité du préventif sur le curatif, et favoriser davantage une politique contractuelle. Les montants consacrés à l'épuration et à l'assainissement devraient diminuer, ainsi que ceux pour l'eau potable » (3). Mais ces évolutions bien que positives sont à relativiser de par leurs faibles mouvements. L'évolution des taux vers le grand cycle était demandée par le CB et claironné dans les communiqués. Mais la réalité est un peu éloignée : 66% destinés à la lutte contre la pollution et 16% à la gestion des milieux. L'évolution se situe surtout dans le dernier item, puisque les aides aux travaux eau potable sont diminuées au bénéfice de la restauration, de la protection de la ressource, et de la gestion quantitative, qui passe de 6,5% à 9% ...

Le double encadrement des redevances et dépenses, déterminé par le parlement et le gouvernement, impose une modération de la pression fiscale, soit pour le bassin Seine-Normandie un montant global de 4,38 milliard d'euros. Avec les retours d'avances, et autres, additionnés, le total des ressources sera de 5,59 milliards d'euros. Le budget initial fin 2011 prévoyait 8,5 milliards d'euros, l'austérité sera donc de -35%.

ZOOM SUR LES INDUSTRIELS

L'augmentation continue de la contribution des usagers domestiques a été accentuée par la LEMA de 2006. En revanche pour le secteur industriel, le double impact des modalités de calcul, tant des redevances induites par la LEMA que des écrêtements, a conduit à une baisse importante de leur contribution effective : la redevance prélèvement est passée de 12,8M€ en 2007 à 7,7M€ en 2012, et la redevance pollution non domestique et modernisation non domestique de 44,4M€ en 2007 à 30,9M€ en 2002. Le total de la contribution des industriels est donc passé de 57,2M€ en 2007 à 38,6M€ en 2012. L'Agence estime qu'elle a ainsi perdu, sur la durée du 9^{ème} programme, l'équivalent d'une année de recettes au bénéfice des industriels, soit environ 50M€.

Par ailleurs pour les collectivités il est aussi estimé une perte d'environ 50M€ du fait de la redevance pollution non domestique, désormais calculée sur la base du rejet net sur le milieu, y compris en cas de raccordement à une station d'épuration d'une collectivité. Celles-ci doivent établir directement des conventions de raccordement avec des industriels.

CONCLUSION

Au regard des chiffres annoncés dans le 10^{ème} programme, ce qui apparaît comme un certain « progrès » entre le scénario adopté et la situation prévalant à la fin du 9^{ème} programme n'est que très relatif. Un retour en arrière, au début du 8^{ème} programme, permet de constater que la contribution des usagers domestiques était déjà à 90,8 %, soit une contribution identique à celle projetée en 2018... La contribution des industriels était, elle, à 8,5 % en 2001, ce qui est bien loin des 7,07 % projetés pour 2018... Quant au secteur agricole, sa contribution de 1,97 % restera très faible, voire réduite de 0,13 % par rapport à 2012.

Prochain Match ? L'application du règlement REACH (4). La loi de finances introduit, à compter de 2014, une nouvelle redevance sur les substances toxiques, qui devrait normalement augmenter les contributions des industriels. Cependant l'agence (ou la tutelle) pourrait proposer que l'introduction de cette nouvelle redevance ne modifie pas la contribution attendue des industriels à l'horizon 2018 ... A suivre !

(1) Directive N° 91/271/CEE du 21 mai 1991. (2) Directive 2000/60 du 23 octobre 2000. (3) CB du 18 octobre 2012 point 1. (4) Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals, c'est un règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne, adopté le 18 décembre 2006.

CONSULTATION DU PUBLIC 2012-2013 SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

A vos questionnaires !

Par Julie Michalski,

Chargée de mission du Réseau eau, France Nature Environnement

Avec le soutien de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Le 1^{er} novembre 2012 a sonné l'ouverture d'un acte hautement démocratique, celui de la consultation du public sur les grandes questions auxquelles les prochains Sdage (1) des bassins devront répondre ! L'édition de 2005 a priorisé le respect des lois, la cohérence des politiques publiques et l'application du principe pollueur-payeur. Et cette fois-ci ? Pourquoi se (re)poser ces questions ? Enjeux écologiques, économiques, de bonne gouvernance, ... Petit tour d'horizon des grands enjeux soulevés lors de cette consultation en Loire-Bretagne et sur les autres bassins ...

Bassin Loire-Bretagne. Qualité des eaux : Que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes et la vie des milieux aquatiques, aujourd'hui et pour les générations futures ? Un constat, seulement 30% des cours d'eau du bassin en bon état écologique ; l'eutrophisation et les altérations morphologiques étant les premières causes (2) de ce bilan. En trois ans, le double devrait être atteint ! Mission quasi-impossible sans un changement profond des pratiques des différents acteurs.

Milieux aquatiques : Comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants ? Depuis 2010, plus de 20 000 km de cours d'eau ont été entretenus, restaurés, 331 obstacles artificiels rendus franchissables (objectifs de 2015 quasi-atteints). Les pressions restent cependant importantes et les efforts de restauration du fonctionnement des milieux dégradés doivent se poursuivre. Il s'agit d'aller au-delà des outils de consolidation du précédent Sdage en termes de préservation des milieux (encadrement des créations de plans d'eau et des travaux sur les cours d'eau) et proposer des actions plus volontaristes...

Quantité disponible : Comment partager la ressource disponible et adapter nos activités aux inondations et sécheresses ? Ici, entre autres, promotion des économies d'eau, le retour à l'équilibre dans les zones en déficit ... vaste sujet. En 2009, la quasi-totalité des 560 millions de m³ prélevés pour l'irrigation l'était en période d'étiage. 100% de ces prélèvements ne retrouvent pas leurs milieux d'origine (3).

Gouvernance : Comment s'organiser ensemble pour gérer l'eau sur les territoires ? Parmi les pistes d'actions, la mise en œuvre concrète des Sage (4) se poursuit. De bons résultats : 84 % du bassin couverts par 56 démarches de Sage. Pour répondre au questionnaire, rendez-vous sur le site dédié à la consultation : <http://www.prenons-soin-de-leau.fr/>

Bassin Adour-Garonne. Les réserves artificielles du bassin Adour-Garonne représentent plus de 640 millions de m³. La « création de retenues d'eau » artificielles, fait l'objet d'une question « Restaurer l'équilibre quantitatif des ressources en eau » avec en piste d'action envisageable « Impulser une politique volontariste d'appui à la création de réserves collectives ». Des solutions plus durables que la création de réserves d'eau sont envisageables. Des changements de pratiques agricoles et des mesures de désirrigation permettent de rendre aux milieux aquatiques et aux sols leur capacité à stocker l'eau et à la restituer. >> Voir article FNE Midi-Pyrénées (5).

Bassin Artois-Picardie. Le passé industriel important de ce bassin explique les 600 km de cours d'eau (principalement des canaux) pollués notablement par les métaux (6). Les pollutions historiques font l'objet de la question importante « Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques ». Le bassin rassemble environ un tiers de sédiments pollués par rapport au volume national, avec des éléments difficiles à traiter puisque non dégradables.

Rhône Méditerranée. Le maintien des zones humides est traité dans la question « État physique et fonctionnement biologique des cours d'eau, plans d'eau et du littoral ». L'éradication des zones humides reste toujours d'actualité malgré la réglementation en vigueur ainsi que les fonctions et valeurs bénéfiques que l'on peut leur attribuer pour la société.

Rhin Meuse. Actuellement, plus de 7 000 ouvrages font obstacle à la continuité écologique sur les cours d'eau de ce bassin, problématique mise en avant dans l'enjeu « Retrouver les équilibres écologiques ». Environ 90% de ces ouvrages ne sont pas équipés de dispositifs permettant aux poissons et sédiments de les franchir ; la plupart étant sans usage et en mauvais état (7).

L'eau vous consulte



www.prenons-soin-de-leau.fr

Seine-Normandie. L'estuaire de la Seine, une priorité, abordée dans la question « Préserver l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer ». Les rejets de 30% de la population française, de 25% de l'agriculture et de 40% des industries, s'y déversent (8). Malgré des efforts pour freiner cette pollution, la qualité des eaux du littoral reste menacée. En 2009, 22 cas de contamination microbiologique ont été listés (alerte de niveau 1), dont trois cas confirmés par une alerte de niveau 2 (9).

Nombreux sont les sceptiques face à cette consultation. Or, un aperçu des grands enjeux soulève des inquiétudes concernant notre capacité collective à atteindre les objectifs 2015, et renforce ainsi la pertinence de cette consultation. La route est encore longue, alors à vous de jouer ! Les documents sont consultables dans les préfectures, aux sièges des Agences de l'eau, sur le site des Agences de l'eau (10) et auprès de nombreux acteurs et partenaires des agences de l'eau.

Pour plus de détails, rendez-vous sur le site « DCE Consultation » du Réseau Eau (11).

(1) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (2) Etat des masses d'eau 2010, Bassin Loire-Bretagne (08/2012). (3) Etat des lieux : caractérisation économique des usages, Bassin Loire-Bretagne, Rapport de présentation, 07/11/2012. (4) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (5) http://www.fne-midi-pyrenees.fr/face-secheress-urgence-est-creation-reserves-7-actu_34.php. (6) Projet de Sdage, Bassin Artois-Picardie, Mars 2008. (7) Les enjeux de l'eau pour les districts Rhin et Meuse. Document destiné à la consultation publique. (06/2012). (8) Direction Départementale de l'Équipement de l'Oise. 2008. (9) Tableau de bord 2010 du Sdage Seine-Normandie. (10) <http://www.lesagencesdeleau.fr/>. (11) <http://eau.fne.asso.fr/fr/index.html>.